

LETTRE FLASH N° 131

19 MAI 2026

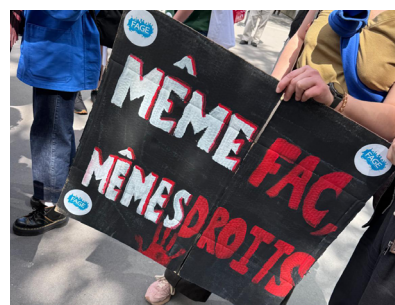
Le 26 mai, nouvelle journée de mobilisation nationale pour gagner l'annulation des frais différenciés pour les étudiant·es extracommunautaires



Droits d'inscription à 2 900 euros et 3 900 euros imposés à toutes et tous les étudiant·es extracommunautaires : c'est toujours NON !

Face à la mobilisation, le ministre a aménagé à la marge le décret consacré aux frais différenciés mais il reste droit dans ses bottes. Alors qu'il voulait limiter à 10 % la proportion des étudiant·es extracommunautaires exonéré·es dès 2026, lors du CNESER du 12 mai, l'administration a annoncé qu'il avait accepté de revenir sur la première version du décret et d'augmenter cette proportion avec une période de transition entre 2026 et 2028 :

- 90 % d'exonérations possibles en 2025 ;
- 30 % d'exonérations maximum en 2026 ;
- 25 % d'exonérations maximum en 2027 ;
- 20 % d'exonérations à partir de 2028.



Cette annonce reste inacceptable. Le décret demeure profondément mercantiliste, inégalitaire et xénophobe et prépare toujours la hausse généralisée des droits d'inscription pour toutes et tous les étudiant·es. Le CNESER s'est opposé de manière écrasante à cette nouvelle version (62 votes contre, 3 abstentions, 2 pour).



Après la journée du 12 mai, l'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de mobilisation le **mardi 26 mai** partout en France pour gagner le retrait de ce texte et du texte de 2019 imposant des droits différenciés aux étudiant·es extracommunautaires : [CLIQUEZ ICI](#)

Retrouvez les différents rendez-vous qui seront mis en ligne progressivement sur la page [Printemps des mobilisations](#) sur notre site.



Quels seront les impacts de cette politique sur les formations de masters et le doctorat ?

Aucune étude d'impact n'a été communiquée par le ministère.

En 2024, 268 652 d'étudiant·es étranger·es extracommunautaires étaient inscrit·es à l'université. Combien d'entre elles et eux sont et seront en capacité de payer des droits différenciés ?

En 2022-2023, 37 700 des étudiant·es de master étaient issu·es de pays extra-communautaires ([cliquez ici](#)). Combien de formations de master seront menacées de fermeture ?

En 2022-2023, 74 % des doctorant·es étranger·es, soit 14 800 ([cliquez ici](#)), étaient d'origine extracommunautaire.

En 2023-2024, plus de 52 % d'entre elles et eux étaient en France pour leur licence ou leur master et avaient obtenu un diplôme antérieur français ([cliquez ici](#)).

La mise en œuvre du décret ne risque-t-elle pas, à terme, d'entraîner un recul des candidatures en doctorat ?

L'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche appelle à multiplier les prises de position contre ce décret dans les universités. Le SNESUP-FSU appelle à amplifier la dynamique et à faire voter des motions dans chaque établissement ou même au niveau des laboratoires, des UFR ou des équipes pédagogiques. Quelques présidences ont également pris position contre ce décret.

Exemples de motions possibles à adapter :

Motion votée par le CA de l'Université de Bourgogne : [CLIQUEZ ICI](#)

Motion votée par la section 22 du CNU : [CLIQUEZ ICI](#)

Motion votée par le CNESER : [CLIQUEZ ICI](#)